



Séance ordinaire du mardi 19 décembre 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le dix neuf décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Christian ASSAF, Florence AUBY, Véronique BRUNET, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Patricia MIRALLES, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvon PELLET, Eric PENSO, René REVOL, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Jean-François AUDRIN, Mathilde BORNE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Ressources - Réformes et cessions du matériel et des véhicules - Principe - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Dans l'exercice de ses compétences, Montpellier Méditerranée Métropole a constitué un patrimoine mobilier conséquent en s'inscrivant dans le cadre de l'Instruction Budgétaire et comptable M57 dont l'application vise particulièrement à améliorer la patrimonialité des comptes des collectivités. Elle est donc propriétaire d'un certain nombre de matériels divers et mobiliers, qu'elle a acquis au fil des ans afin de permettre aux différents services techniques et administratifs d'exercer leurs activités.

Aussi, en vue du renouvellement de ce parc, la Métropole procède régulièrement au remplacement de ces matériels en raison de leur âge, de leur état de vétusté ou lorsqu'ils deviennent économiquement irréparables. Ces différents matériels acquis en investissement, doivent alors être retirés de l'inventaire comptable.

Compte tenu de la diversité des biens et équipements concernés, du nombre d'intervenants, de multiples pratiques administratives, mais également des enjeux économiques ou partenariaux qui en découlent, il est proposé de mettre en œuvre un dispositif permettant une application claire des principes établis et une transparence des règles aussi bien pour la collectivité que pour ses interlocuteurs.

La procédure ainsi proposée a donc pour objet de cadrer les conditions et les modalités de réforme des biens et matériels propriétés de la Métropole et de gérer tout type de sortie d'éléments de ce patrimoine.

Il s'agit d'émettre un avis sur les propositions du rapport de présentation formulé par le service Logistique et Fournitures générales, déterminant ainsi la catégorie dans laquelle le bien réformé sera placé (cession, don, réforme pour pièce). Cet avis sera rendu et suivi par :

- L'élus référent ;
- Un représentant du service Logistique et Fournitures générales du Pôle Moyens Généraux en charge du suivi administratif ;
- Un représentant du Service Gestion comptable du Pôle Finances et Conseil en gestion en charge du suivi comptable.

Cette procédure sera suivie administrativement par l'unité Valorisation du Patrimoine réformé (convocation, ordre du jour, rapport, gestion des dossiers...) et mise en œuvre *a minima* une fois par semestre afin de statuer sur les dossiers concernés.

Une fois qu'ils ne répondent plus aux besoins d'un service opérationnel, les biens acquis sur le budget de la Métropole en section d'investissement (véhicules, mobiliers, matériels divers, ...) doivent faire l'objet d'un acte administratif qui en acte la sortie de l'actif comptable et la destination finale (mise en filière de reconditionnement, vente, don, conservation pour pièces...).

Chaque ordre du jour est alimenté par les nouvelles affaires déclinées sous forme de listes annexées à un rapport de présentation. Ce dispositif permet ainsi d'obtenir une gestion spécifique adaptée à chaque typologie de biens ainsi qu'une plus grande souplesse et réactivité dans l'application même des principes établis.

Dans tous les cas, et préalablement à toute négociation ou procédure de partenariat aboutissant à la revente ou au don, l'administration s'attache particulièrement au cas par cas et en fonction de la typologie des biens, à la formulation juridique ou au dispositif contractuel le mieux adapté en vue de garantir la sécurité juridique des procédures et la protection judiciaire de l'élus référent comme des fonctionnaires de la Métropole dans leur responsabilité personnelle.

L'Unité Valorisation du Patrimoine réformé du Service Logistique et Fournitures générales établit un rapport de présentation soumis à la validation de l'élus référent, proposant des solutions de valorisation ou de sortie du patrimoine.

Les validations pour les cessions de biens d'une valeur nette comptable inférieure à 230 000 € font l'objet de décisions du Président et d'une information aux élus lors des Conseils Métropolitains (conformément à la délibération fixant les délégations permanentes du Conseil de Métropole au Président).

Les validations pour les cessions de biens d'une valeur nette comptable supérieure ou égale à 230 000 € font l'objet de délibérations du Conseil de Métropole. Les validations pour les dons ou cessions à titre gratuit de biens font l'objet de décisions du Président.

Pour une question de fluidité, les véhicules et engins sortant du patrimoine ne sont pas soumis à la présente procédure de réforme : leur destination (vente, vol ou destruction) fait l'objet d'une décision du Président. Les sorties de patrimoine sans contrepartie financière sous la forme de réforme simple aux motifs de mise au rebut, obsolescence, incendie, dégradation, vol, ou conservation pour pièces, font l'objet de décisions du Président quel que soit le montant de leur valeur nette comptable. Les cessions de biens donnent lieu à l'émission de titres de recette adressées aux acquéreurs. Les sommes perçues figurent sur une ligne comptable de recette du Pôle Moyens Généraux.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'abroger toute commission de réforme antérieure ;
- D'approuver le principe et le cadre de la procédure de réforme des matériels et des véhicules de la Collectivité ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/12/23

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 30 décembre 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20231219-253585-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/12/23

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.